Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 147 (2002)

Heft: 3

Artikel: Risques et menaces en ce début de XXIe siècle : un nouvel ordre mondial? 4e partie

Autor: Weck, Hervé de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346228

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Risques et menaces en ce début de XXIe siècle: un nouvel ordre mondial? (4)

Constat amer! Le monde, depuis 1990, est devenu décérébré, épileptique; ses convulsions, ses spasmes se manifestent par d'incessantes tensions, crises ou conflits aux causes militaires, ethniques, économiques, culturelles, religieuses. Si un diagnostic approfondi permet de voir quelques symptômes d'amélioration, la thérapie appliquée semble ne pas avoir donné de résultats probants. Après une période d'efficacité dans la foulée de la chute du Mur de Berlin et de l'implosion de l'Union soviétique, les institutions internationales, mises en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, connaissent à nouveau des difficultés à jouer leur rôle de médecins et à soigner les maux de la planète.[1]

Col Hervé de Weck

8. Guerre de l'information

Qui a oublié le coup monté de Timisoara et ces cadavres autopsiés sortis de la morgue pour faire croire à la monstruosité de Ceaucescu? Et les servants de ce lance-mines serbe qui, défiant tous les principes de la technique de tir, parviennent à mettre le premier obus au but, en plein milieu d'une place de Sarajevo où se tient un marché? Il semble que des techniciens du ministère de la Défense bosniaque aient placé de l'explosif sous un banc, dans le but de déclencher une opération des forces de l'ONU contre les Serbes...

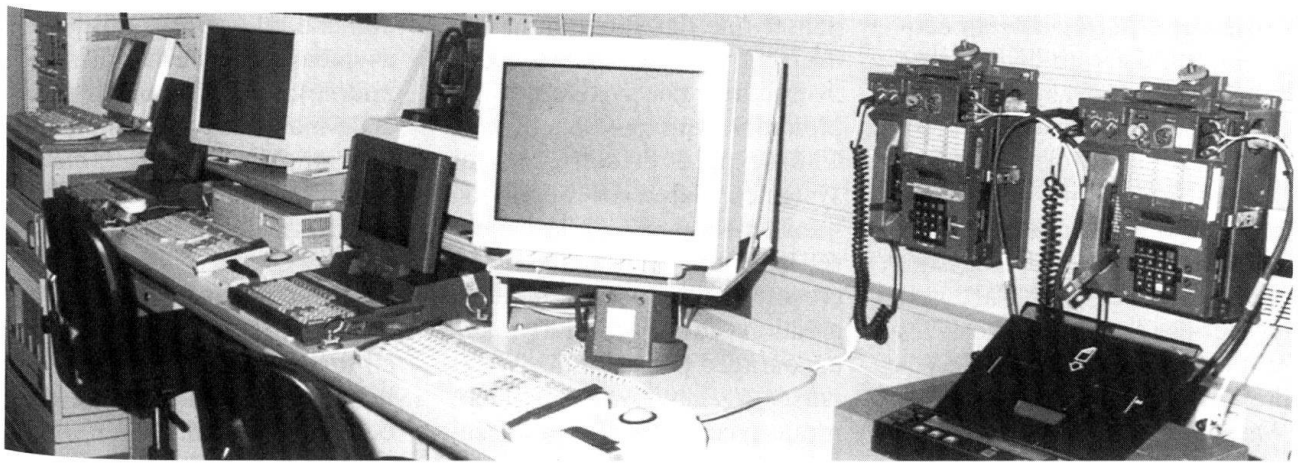
Et le massacre par les Serbes de «pauvres» victimes kosovardes à Raçak en janvier 1999? L'absence de douilles sur les lieux, le fait que personne n'ait entendu de tirs au moment présumé de l'exécution, un vieillard décapité (ce qui évoque plutôt la barbarie en Algérie que les exactions ordinaires des Serbes) rendent crédibles la thèse d'une mise en scène par les combattants de l'UCK, qui auraient voulu discréditer leur adversaire et cacher un revers militaire. Cette boucherie a lieu juste avant la visite annoncée d'une délégation officielle de journalistes et d'expert de l'OSCE. Selon Guy Mettan, président du Club suisse de la presse, les médias – en tout cas en Suisse – n'ont pas évoqué ces faits troublants parce que, une fois pour toutes, ils ont décidé qui sont les bons et les méchants. «On m'a insulté pour avoir affirmé cela[2].»

La plupart du temps, une opération de désinformation, même sophistiquée, reste décelable pour qui veut regarder et réfléchir. Elle n'en reste pas moins une menace constante à laquelle se trouvent confrontées les autorités politiques, les militaires, les milieux scientifiques, les médias et, bien entendu, l'opinion. La manipulation, l'intoxication, la mise en condition peuvent intervenir sur tous les fronts, celui des médicaments, du pétrole, du tabac, de l'agro-alimentaire et des organismes génétiquement modifiés.

Un groupe de pression, qui arrive à accréditer dans l'opinion publique l'idée qu'il a été la victime d'une injustice, dispose d'un moyen puissant de faire passer ses revendications, indépendamment de l'authenticité et de la gravité de cette injustice. Implanter un mythe dans l'opinion, c'est une arme formidable dans l'usage de laquelle les médias et un petit nombre de journalistes jouent un rôle-clé. En Occident, on peut parler d'une guerre quotidienne de l'information!

La guerre de l'information se mène également dans le domaine de la défense, puisque les systèmes de contrôle et de conduite, devenus des paramètres

[1] *1re, 2e et 3e parties, voir* RMS *No 12, décembre 2001, Nos 1 et 2, janvier-février 2002.*
[2] *Mettan, Guy: «Kosovo. Raçak comme Timisoara?»,* Le Quotidien jurassien, *22 janvier 1999.*



Le « tout informatique » dans le domaine de la défense comme dans la société civile.

essentiels quel que soit le niveau des opérations, doivent empêcher les commandants ennemis ou adverses de savoir où se trouvent leurs formations et celles-ci de recevoir des missions, alors que les forces amies doivent pouvoir communiquer sans problème.

Au début des années 1960, le 63% des investissements dans les technologies de l'information provenaient des militaires, le 27% du secteur commercial; en 1994, seul le 3% provenait des militaires (le 1% en 1997). Cette évolution implique des conséquences clairement comprises aux Etats-Unis. En plus des systèmes militaires, il faut protéger les systèmes civils de téléphone, de distribution et de surveillance des énergies (électricité, gaz et carburants), de gestion de la circulation, les systèmes financiers, administratifs et policiers. Que se passerait-il si l'IRA parvenait, par exemple, à neutraliser le système britannique de contrôle aérien? Le terrible chaos dans le trafic aérien international!

On comprend dès lors que c'est dans le domaine de l'informatique et de l'information que la criminalité organisée croît le plus fortement. Pendant la guerre du Golfe, des *hackers* payés par l'Irak ont déclenché 147 attaques contre les systèmes américains; un virus a détruit une partie des directives américaines concernant les toxiques de combat. Pour «l'assaillant», le risque d'être découvert reste faible, puisqu'il peut facilement effacer ses traces, agir sous un pseudonyme, diriger les soupçons sur d'autres groupes ou d'autres personnes. Il apparaît dès lors difficile de prendre des mesures adéquates: s'agit-il d'une attaque due à une action isolée de *hackers* ou du début d'une guerre de l'information?

Aussi longtemps que les militaires utiliseront une vaste panoplie d'ordinateurs spécifiques équipés de logiciels particuliers, une offensive visant à détruire ou à fausser les données aura peu de chances de succès. Les mesures de rationalisation, de réduction des coûts, qui tendent à imposer des ordinateurs et des logiciels types, encouragent la mise au point de virus extrêmement dangereux[3]. Quoi qu'il en soit, une bande de pirates-informaticiens est parvenue, en 1999, à contrôler plusieurs heures durant un satellite de reconnaissance britannique[4].

9. Evolution dans le monde des services secrets

Après la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, les adversaires principaux, pour les services secrets, ne sont plus un autre type de société, des services secrets étrangers avec leurs légions d'espions, mais des entreprises au savoir-faire inté-

[3] *Habermayer, Helmut: « Information Warfare - Die neue Dimension »*, ÖMZ *5/1998.*
[4] Rapport sur la protection de l'Etat 1999. *Berne, mai 2000, p. 120.*

ressant et d'autres acteurs économiques, dans un contexte de concurrence sauvage. Toute innovation est convoitée. C'est un monde sans amis! La mésaventure de la firme Perrier est connue: elle a risqué de devoir mettre la clé sous le paillasson, parce que Coca-Cola l'accusait de ne pas avoir respecté les normes sanitaires. Dans le cadre des négociations du GATT, Washington n'hésite pas à faire appel à la CIA pour sauver Hollywood. On trouve des stagiaires américains même dans des entreprises travaillant dans des domaines où l'avance des Etats-Unis est manifeste: c'est un moyen de connaître l'état des recherches, tout en se mettant à l'abri d'une percée technologique ou scientifique.

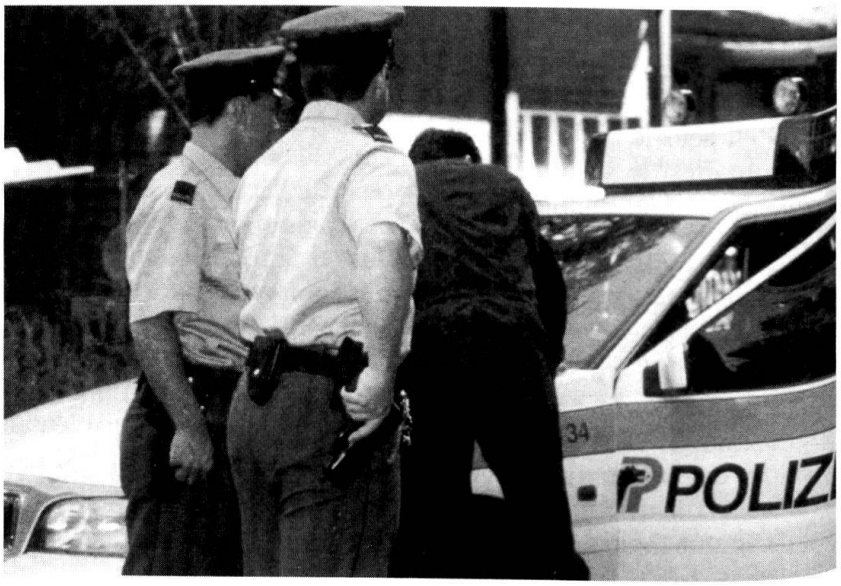
La CIA étant souvent trop visible, les spécialistes américains recourent à d'autres formes de camouflage, d'où une nébuleuse de sociétés privées. La diminution des effectifs de la CIA et la reconversion dans le privé de bon nombre de ses collaborateurs a encore renforcé le phénomène[5]. D'après Zinoviev qui pense sans doute aux Etats-Unis, la politique, les forces armées, la police, les services spéciaux, les médias ne servent plus de moyens ordinaires à la défense de l'économie, mais comme des moyens de conquête et d'agression économiques à l'étranger[6].

La plupart des matériels électroniques et des logiciels provenant des Etats-Unis, on peut penser que des programmes se trouvent dans les puces et les instructions des systèmes d'exploitation, qui permettent à la CIA de pénétrer dans tous les systèmes. Selon un rapport du ministère français de la Défense, le groupe informatique Microsoft de Bill Gates, dont la création aurait été largement encouragée par la *National Security Agency* (*NSA*), collaborerait avec les services de renseignements américains; des programmes-espions, des *backdoors* existeraient dans ses logiciels. IBM se serait vu imposer par la NSA le MS-DOS comme système d'exploitation[7]...

10. Et les conséquences en Suisse?

Les potentiels militaires, conventionnels, nucléaires, bactériologiques, chimiques, le phénomène-guerre (symétrique ou asymétrique, internationale ou interne), la décomposition sociale marquée par la montée de la criminalité et des problèmes d'ordre public dans les villes, le terrorisme et le crime organisé, la guerre de l'information touchent directement ou indirectement la Suisse et peuvent, en tout temps, y poser des problèmes qui deviendraient rapidement «virulents». L'opinion, anesthésiée par l'individualisme et le matérialisme propres aux sociétés de consommation post-industrielles, n'en a pas conscience. Gare au réveil et aux paniques qu'il pourrait engendrer! Surtout si les médias ne remplissaient pas leur mission première qui est d'informer objectivement, sans forcément hurler au scandale et à l'incapacité des responsables.

Un grand nombre de risques et de dangers ne laissent en ef-



Contrôle d'identité. (Photo: Police bernoise).

[5] *Falligot, Roger; Krop, Pascal: op. cit., pp. 466-474.*
[6] *Alexandre Zinoviev:* La grande rupture. *Lausanne, l'Age d'homme, 1999, p. 56.*
[7] *Agence France Presse,* L'Express *(Neuchâtel), 19 février 2000.*

fet qu'un temps très court de pré-alerte, entre autres les catastrophes, l'extrémisme violent et le terrorisme. En revanche, ils nécessitent peu de moyens militaires. Par ailleurs, c'est le danger qui, actuellement, a le moins de risque de se produire, une agression militaire ouverte contre le pays, qui représente le plus grand défi pour l'armée. Pour y faire face, les acquisitions de matériels et l'instruction sont des procédures à long terme. De la planification à l'utilisation en passant par l'acquisition, elles couvrent une période de trente à quarante ans. La mise sur pied de l'actuel système de défense aérienne a pris près de vingt ans.

Suisse: criminalité par des étrangers

Année	Pourcentage de la criminalité par des étrangers
1989	35,2%
1990	38,7%
1991	42,6%
1992	40,6%
1993	42,8%
1994	42,4%
1995	47,3%
1996	49,8%
1997	51,5%
1998	54,9%

La part de la population étrangère résidante est de 19,1% en avril 1999.

Si une guerre devait éclater dans quinze ans, quel défi les forces armées devront-elles relever? Aujourd'hui, personne ne peut le dire! Voilà pourquoi il est essentiel que notre armée ne se laisse pas distancer par celles des autres Etats européens et qu'elle puisse conserver des compétences fondamentales qui lui permettent de recourir à la technologie la plus moderne.

La délinquance et la criminalité, également celles des jeunes, s'aggravent, également en Suisse! Au printemps 1998, les données sur la criminalité des jeunes dans la région zurichoise révèlent que les deux tiers des délits commis par des jeunes sont imputables à des étrangers. Les mieux intégrés des étrangers n'affichent pas une criminalité très différente de celle des Suisses; en revanche, les choses se gâtent avec les candidats à l'asile et les étrangers qui font du tourisme criminel (ils viennent en Suisse faire un sale coup et en repartent)[8]. Des membres de partis extrémistes comme le PKK, en provenance de pays voisins, exécutent des opérations violentes (actions punitives, incendies intentionnels) et quittent le territoire suisse, sitôt leur action terminée.

Le sentiment d'insécurité s'accroît dans le pays, tandis que les statistiques indiquent des chiffres record pour toute une série d'actes de violence. En 1997, 181 armes disparaissaient en Suisse romande, et les chiffres ne doivent pas être à la baisse depuis lors. Entre 1980 et 1999, 2 gardes-frontière ont été tués par une arme à feu, 3 tués pour la seule période 1999-2000! Depuis 1996, plusieurs gardes-frontière ont été blessés plus ou moins grièvement par des véhicules dont le conducteur n'a pas obtempéré aux signes d'arrêt ou aux sommations.

La violence s'aggrave également dans les manifestations de rue. Des «enragés», venus pour «casser du flic», s'acharnent sur des gendarmes isolés, les durs entraînant les indécis. Certains manifestants deviennent de véritables combattants très organisés et de plus en plus performants. Selon Guy Baer, commandant de la gendarmerie genevoise, le phénomène se développe à Genève[9] et, sans doute, dans les grandes villes suisses. Il en va de même de la violence des extrémistes de droite et de gauche. En 2000, les autorités dénombraient 134 incidents dus à l'extrême-droite contre 41 en 1999. Le noyau dur des *skinhead* comprend 800-900 personnes (600-700 en 1999), la croissance s'expliquant par la relève constituée de très jeunes gens issus du *hooliganisme* et l'influence des *skinhead* allemands.

Si notre pays n'est pas touché directement par les attentats terroristes, son territoire sert de base logistique et pour la diffusion de propagande, extrémiste ou appelant à la violence, par des associations ra-

[8] *Plomb, Georges: «Sécurité, (...) Criminalité des étrangers»*, L'Express, *15 septembre 1999.*
[9] Le Matin Dimanche, *20 septembre 1998. La sécurité par la coopération. Rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité 2000 du 7 juin 1999, p. 17.*

Manifestation pendant la guerre du Kosovo. (Photo: Police bernoise).

dicales albanaises établies en Suisse. Des groupes kurdes recrutent et financent des groupes armés, acquièrent illégalement des armes. A part les cibles classiques du terrorisme, on peut craindre en Suisse des attentats contre les transports de matières irradiées. Bien que la zone contaminée ne dépasserait pas la surface de deux ou trois terrains de football, l'impact psychologique serait énorme. Un vol de *MOX* aurait des conséquences similaires et rendrait possible un chantage de niveau international.

La guerre économique et la guerre de l'information, nous les avons subies! «Durant les années 1990, l'utilisation de moyens de pression économique a augmenté. L'ONU a notamment pris des mesures de contrainte économique pour restaurer la paix et imposer le droit international. Mais l'Union européenne et les Etats-Unis ont également imposé régulièrement de telles mesures pour réaliser leurs buts économiques ou politiques. Enfin (...) certains Etats et des villes des Etats-Unis ont tenté d'imposer des intérêts particuliers au moyen de pressions économiques. (...) Dans le contexte de la discussion concernant le rôle de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale, des attaques politiques importantes et des pressions économiques directes ont été exercées pour la première fois contre des banques et des assurances suisses. A l'avenir, il faut s'attendre (...) à la possibilité de pressions de ce genre (...)[10].»

Les banques suisses, dans l'affaire des fonds en déshérence, ont été les victimes d'un mythe, la mauvaise réputation de la Suisse qui repose sur le secret bancaire. S'il se produit quelque part dans le monde une malversation, un trafic suspect, c'est naturellement en Suisse, affirment automatiquement les médias, que les fonds ont été mis à l'abri. Peu importe que le secret bancaire soit levé quand il y a affaire pénale et que le secret bancaire soit encore plus hermétique en Autriche, au Luxembourg et aux îles Cayman[11]!

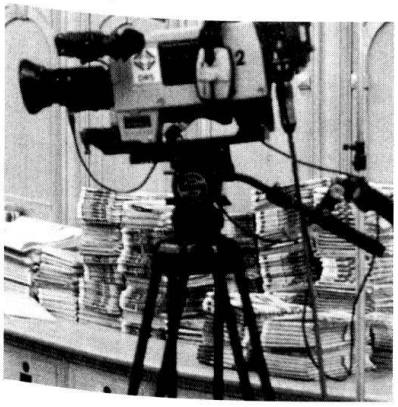
Les attaques ne viennent pas seulement de l'extérieur. *L'honneur perdu de la Suisse*, une émission de «Temps présent» à la Télévision suisse romande, affirmait péremptoirement que «c'est le blanchissage de l'or allemand qui a garanti l'indépendance de la Suisse». L'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio et de télévision a conclu à l'unanimité, le 22 décembre 1997, que cette émission avait violé la concession. La SSR a fait recours au Tribunal fédéral. N'est-ce pas un épisode de la guerre de l'information menée par des journalistes prompts à critiquer mais incapables d'accepter qu'on les critique[12]?

Guerre de l'information également à propos des services de renseignements militaires que d'aucuns comme Christian Grobet voudraient supprimer. Certains politiciens (inconscience ou mauvaise foi?) refusent d'admettre que le chef du ser-

[10] *Lambelet, Jean-Christian:* Le mobbing d'un petit pays. Onze thèses sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale. *Lausanne, l'Age d'homme, 1999, pp. 215-216.*
[11] *Lambelet, Jean-Christian: op. cit., p. 233, 239.*
[12] *Falligot, Roger, Krop, Pascal: op. cit., p. 143.*

vice de renseignements suisse et certains de ses agents sont obligés de prendre des contacts avec tous les milieux, y compris les plus corrompus, qu'ils doivent s'adapter, mais rester purs, être «ronds à l'extérieur et carrés à l'intérieur», un principe que ces députés auraient sans doute accepté de la part du renseignement militaire viêt-minh ou des services britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale[13].

Les rapports sur la protection de l'Etat mettent en évidence l'importance grandissante des écoutes dans les communications internationales, parallèlement à un espionnage classique nullement moribond. Entre 1980 et 1999, les autorités ont mis à jour 131 affaires d'espionnage, dont 89 touchent à l'économie. Il ne semble pas exister de marché illégal de substances servant de base à la fabrication d'engins nucléaires; quoi qu'il en soit, les quelques cas connus ne peuvent pas être mis en rapport avec le crime organisé qui, en revanche, est actif dans le trafic des clandestins[14].



Si l'on note une poussée de l'extrême-droite, les sites des deux extrêmes prolifèrent sur Internet, utilisés pour diffuser de la propagande interdite, mais surtout pour organiser des manifestations qui sont annoncées ouvertement sur le *World Wide Web*. Les groupes extrémistes recourent à des techniques de cryptage modernes dans le cadre de leurs contacts réguliers, certains affichent des zones verrouillées. La téléphonie *WAP* (*Wireless Application Protocol*), qui donne la possibilité de consulter Internet sur son téléphone portable, permet aux groupes d'extrême-droite de mettre sur pied de grandes manifestations en attendant le dernier moment pour communiquer le lieu de rendez-vous. La police est ainsi plus facilement dans le vent...

Les Suisses et la politique de sécurité

Avant les attentats du 11 septembre, la perception générale de la situation en Suisse est empreinte d'optimisme, comme la vision de l'avenir du pays et l'évolution de la situation politique internationale[15]. La sécurité familiale passe pour la plus importante (56%) suivie de la prévention des crimes et de la criminalité (42%), de la garantie des droits démocratiques fondamentaux (41%), de la sécurité sociale et écologique, la sécurité de l'emploi. Sur les dix éléments proposés,

la sécurité militaire se retrouve au dernier rang («très important» pour 16%). Depuis 1996, le nombre des «optimistes» s'avère en constante augmentation. 59% des personnes sondées s'attendent à une amélioration dans les cinq prochaines années ou à une situation inchangée. Aucun lien ne peut être établi entre la vision de la situation nationale et internationale et les opinions concernant la défense nationale (acceptation de l'armée, structures de l'armée, dépenses militaires). Les personnes qui ont une opinion plus pessimiste concernant l'avenir de la Suisse ou l'évolution de la situation internationale ne se distinguent par une acceptation de l'armée plus élevée.

Interrogées sur la confiance accordée à sept institutions publiques (Conseil fédéral, Parlement, tribunaux, police, armée, médias, économie suisse), les Suisses octroient, comme les années précédentes, la valeur la

[13] *Un des principaux passeurs de clandestins entre l'Italie et la Suisse a été arrêté en octobre 1999 par la police de Côme, soupçonné d'en avoir fait passer plus d'un millier, surtout pendant la guerre du Kosovo.* (Le Temps, *14 octobre 1999*)

[14] *Sicherheit 2001. Zürich, Eidgenössische Hochschule, 2001, pp. 21-28. Les relevés ont été effectués entre la mi-janvier et la mi-février 2001 auprès de 1235 personnes échantillonnées selon le processus «random-quota».*

plus forte à la police (6.99 sur une échelle de 10 points), au Conseil fédéral (6.90), à l'économie suisse (6,76), aux tribunaux (6,74), à l'armée (6,37), au Parlement (6.32). Les médias, comme les années précédentes, se classent bons derniers (4,96).

La volonté de rapprochement avec l'Union européenne est en baisse (59% d'approbation contre 66% en 2000). Seuls 40% (-19% par rapport à août 1999) sont en faveur d'une adhésion. Entre 1994 et 1999, le nombre des partisans d'une adhésion à l'ONU a constamment augmenté (60% en 2001). En revanche, l'approbation de l'engagement de troupes suisses pour le maintien de la paix est presque inchangée (68%). Pour la première fois en 2000, l'engagement pour le maintien de la paix de soldats armés pour l'autodéfense passait pour la forme d'engagement international de soldats suisses la plus souvent envisageable. Cette tendance se confirme clairement en 2001 avec 49% d'acceptation (42% en 2000), alors qu'un engagement uniquement dans le cadre de missions d'appui est préféré par 31% (-7%). L'acceptation d'engagements au combat au-delà de nos frontières reste toujours inférieure à 10%.

Si la votation de 1994 sur la création d'un bataillon de Casques bleus était répétée aujourd'hui, 65% des personnes interrogées diraient «oui». 44% des Suisses (-3% par rapport à 2000) accepteraient un rapprochement avec l'OTAN, 28% souhaitent une adhésion comme l'année précédente. 3 personnes sur 4 se déclarent favorables à un engagement accru de la Suisse dans les conférences internationales. De plus, 72% (+5%) souhaitent une intensification du rôle de médiation de la Suisse dans les conflits.

En tant que principe de politique étrangère et de politique de sécurité, la neutralité jouit d'une cote de popularité aussi prononcée que les années précédentes (83%). Les avis divergent pourtant dans l'appréciation de certaines de ses fonctions. 50% pensent que la neutralité armée contribue à la sécurité et à la stabilité en Europe (46% en 1999). 84% perçoivent la neutralité comme un instrument permettant à la Suisse de «jouer un rôle de médiateur dans les conflits et d'offrir ses bons offices sur la scène internationale». 52% est cependant d'avis que la neutralité ne peut plus être protégée d'une manière crédible. Pour la première fois depuis 1993, moins de 50% (-4% par rapport à 2000) est de l'avis que la Suisse reste en dehors des conflits internationaux grâce à la neutralité. La perception traditionnelle et intégrale de la neutralité cède de plus en plus le pas à une perception pragmatique et différentielle de la neutralité.

L'armée jouit d'un taux d'approbation inchangée à 71%. Toutefois, cette attitude dépend fortement de l'âge des personnes interrogées. Ainsi, 54% des jeunes de 18 à 29 ans (moins de la moitié en 1999) estiment que l'armée est absolument ou plutôt nécessaire (68% des personnes âgées de 30 à 59 ans).

Le prestige social des cadre militaires est en baisse continuelle. Le taux de ceux qui conseilleraient à une de leurs connaissances d'accepter la proposition de devenir caporal n'atteint plus que 52% (1985: 64%, 1998: 60%). Il en va de même pour la proposition de devenir officier (1976: 70%, 1998: 63%, 2001: 56%). On est de moins en moins convaincu que l'expérience militaire en matière de conduite présente des avantages pour la vie civile (1983: 85% d'approbation, 2001: 60%). Près des trois quarts des personnes interrogées sont d'avis qu'une pénurie de cadres de milice, devrait être compensée en engageant davantage de cadres professionnels (1998: 75%, 2001: 73%).

Depuis août 1999, le nombre des partisans d'une armée de métier est égal à celui des personnes qui pensent qu'une armée de milice est la structure la plus appropriée pour l'avenir (45%). La préférence dépend de l'âge: les jeunes de 18 à 29 ans sont nettement en faveur d'une armée de métier (60%).

(Fin)

H. W.